

d'obtenir de l'information commerciale et des renseignements sur les marchés étant donné la nature même de l'information recherchée par les entreprises. (8, pp.14 et 16), (5, p.5)

- Lorsqu'on leur donne le choix entre l'information sur papier et l'information transmise électroniquement, les répondants donnent des réponses diverses selon leur niveau de connaissance de la technologie en cause. (8, p.5)
- Les services de télécopie ou d'«infofax» sont considérés comme une solution par ceux qui n'ont pas de modem et par ceux qui connaissent mal les techniques de transmission électronique. Cette méthode permet de transmettre de l'information plus actualisée que celle contenue dans les rapports imprimés. (8, p.14), (5, p.9)

8. Tous les sondages (qui évaluaient directement notre Service) ont révélé la nécessité d'un meilleur suivi et de consultations permanentes avec les PME.

- Il faut développer une stratégie de communication permettant d'évaluer si le MAECI aide efficacement les PME (groupes cibles, sondages auprès des clients, groupe consultatif). (10, pp.2 et 4)
- Il n'y a pas assez de rétroaction sur les missions, pas assez de communication. (11, p. 4)
- Selon les gens d'affaires qui en ont fait partie, le groupe de consultation du Ministre a constitué une initiative très productive et fort appréciée. (11, p.1)
- 81% des entreprises canadiennes qui ont répondu au sondage ont affirmé qu'elles aimeraient avoir un point de contact unique au sein du gouvernement. (5, p.4)

9. Plusieurs jugent que le MAECI pourrait aider les PME en défendant mieux leurs intérêts.

- Le gouvernement devrait exercer des pressions sur les banques pour les amener à aider plus efficacement les PME. (11, p.2) Les banques devraient utiliser les créances comme garantie de crédit. (10, p.2)
- Le gouvernement devrait accorder un allègement fiscal. (5, p.20)
- Le gouvernement devrait s'assurer que les programmes de financement de la SEE répondent aux besoins des PME. (10, p.2)
- Le gouvernement devrait éliminer les obstacles bureaucratiques et influencer l'élaboration des politiques et des réglementations. (10, p.2)
- Le gouvernement devrait offrir directement des programmes et des services par l'entremise des associations. (10, p.3), (9, p.3)